

10

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

FRANCE		
l'expérience de travailleurs		p I
1963 : la grève des mineurs		p 7
U.S.A. : le rôle des syndicats		p 9
DOCUMENT: Mods ,Rockers et la révolution		p 10
LECTURES		
Mythologies de notre temps		p 12
LIAISONS		
ITALIE : Porto Marghera		p 14
CORRESPONDANCE		
la guerre du VietNam, lettre de Grèce		p 16
ISRAEL : grèves sauvages		p 19
PUBLICATIONS		p 21

LE NUMÉRO

mensuel

0,50 F

NUMERO 46

FEVRIER 1966

France

L'expérience de travailleurs

Jeumont-Schneider (St Denis)

Augmentation générale des O.S.; il y a six catégories de salaires chez les O.S.; les taux d'affutage nouveaux vont de 2.30 à 2.65 de l'heure; en sus s'ajoute le boni (30%). L'augmentation est de 3% environ. Protestation de certains P I car ils ne gagnent pas plus que les O.S. les mieux payés.

Démarche des outilleurs pour une augmentation catégorielle. Hostilité des ouvriers devant cette action isolée et des délégués car elle ne passe pas par eux. Sans résultat sauf pour quelques anciens parés du titre de "maîtres ouvriers".

Les femmes de ménage gagnent 2.70 à 2.80 de l'heure, soit pour 50h de travail à peine, 600 Frs par mois; elles ont refusé la carte syndicale CGT tant qu'elles n'auraient pas d'augmentation et ont toutes accompagné le délégué chez le chef d'atelier. Peut-être cela aura un résultat...

Métallurgie: (petite boîte- banlieue de Paris).

Horaire porté de 44 à 48 heures.

Paternalisme du directeur qui a fait à Noël des distributions de cadeaux de poires de ses propriétés, aux grosses têtes de la boîte. Les délégués n'étaient pas contents et pour ne pas être en reste, ils ont fait une distribution d'oranges...mais aux seuls syndiqués.

Renault: (Billancourt)

Des ateliers font des heures supplémentaires sans qu'aucun syndicat y trouve à redire mais en même temps la CGT lance des mouvements, une heure par ci, une heure dans un autre département pour les 40 heures. Dans l'atelier de ce camarade, on travaille tout le samedi, mais on a débrayé une heure dans la semaine pour les 40h. Il est impossible d'avoir un dialogue avec les ouvriers français sur cette question encore moins avec les portugais ou les espagnols; ce serait avec les algériens qu'il y aurait le plus de solidarité.

La CGT parle de dénationalisation, notamment à propos du détachement de la régie du Département des machines agricoles (tracteurs). Cela passe par-dessus la tête des ouvriers. La plupart ne savent rien là-dessus et ceux qui savent un peu ce qu'est une nationalisation savent aussi que leur situation n'est pas différente de celle des autres usines d'automobiles (par exemple Peugeot).

Bataille entre la CGT et la CFDT autour du Comité d'Entreprise. La CGT envisage la suppression du patronage et de la crèche et propose à la place de supprimer l'arbre de Noël et la revue du Comité; tout cela dans l'indifférence générale.

Les litanies électorales continuent: le PC prépare les élections de l'an prochain et vante les accords CGT-CFDT. Il n'est pas de tract CGT qui n'y revienne " l'important accord qui vient de se réaliser avec la CGT et la CFDT constitue une puissante et première victoire. Il fait déjà peur aux patrons" (sic). Les ambitions ne sont pas grandes. Le Lien des Métallos (CGT- janvier 66) invite à "agir partout dans l'unité pour une nouvelle convention collective"....

P.T.T. (Paris- centre de tri)

La CGT et la CFDT ont lancé 4 jours revendicatifs du 25 au 29 janvier. Mais pas dans les centres de tri de Paris, seulement dans les bureaux de poste et les centres de tri de province.

Au bureau-gare du PLM (gare de Lyon) la CGT et la CFDT ont lancé un mot d'ordre de grève pour la journée du vendredi 28 janvier pour les jours compensatoires du travail des jours fériés: la grève a été totale de 6h à 20h. Mais l'humanité du 29 janvier a claironné que le centre de tri PLM avait fait grève 2h seulement dans le cadre des journées revendicatives. La grève devient-elle une maladie honteuse... Quel intérêt politique a la CGT à minimiser les grèves.

FO était contre la grève. Par contre les sections CGT et CFDT des Inspecteurs avaient annoncé leur participation à la grève du bureau gare PLM parce qu'on leur avait ratiboisé 6 jours de repos compensatoires. Ils ont été convoqués avant la grève à la direction et on leur a annoncé qu'on rétablissait lesdits jours. Moyennant quoi, ils n'ont pas fait grève... par solidarité.

Assurances Générales (siège Paris)

Augmentation générale des salaires dans l'assurance. Taux différenciés selon la hiérarchie: 3.59% pour les employés, 3.66% pour les cadres. Les pourparlers entre syndicats et fédération patronale sont restés secrets contrairement aux autres années, où la fin de l'année voyait se dérouler la mise en scène habituelle de la "lutte pour les salaires". Simplement, fin décembre, par tract commun, tous les syndicats ont annoncé qu'ils "rompaient les pourparlers à cause de l'intransigeance patronale". Les propositions patronales, refusées par les syndicats ont été appliquées dans les boîtes. Démarches platoniques des délégués dans chaque boîte puis au siège de la Fédération patronale.

Aux Assurances Générales (société nationalisée) la concentration des trois branches distinctes (Vie, Accidents, Incendie) amène la constitution de services communs, le développement de la rationalisation autour des ordinateurs et l'unification progressive des conditions de travail et de salaire (le "groupe" compte à Paris environ 3000 salariés). Il n'y a pas de licenciements mais les partants ne sont pas remplacés et théoriquement, l'horaire doit être unifié à 40 heures, ce qui signifie une augmentation de productivité. L'alignement progressif des salaires sur ceux de la branche où ils étaient les plus élevés permet de compenser les diminutions de salaires qui peuvent en résulter.

La rationalisation autour de l'ordinateur ne fait que débiter. Il est difficile d'en mesurer les effets d'autant plus que l'inadaptation à ce matériel, l'incompétence, le délire rationalisateur des dirigeants crée autant de pagaille que "d'organisation", les employés s'en tirant comme ils le peuvent. Les services d'automatisation sont devenus le centre vital de l'entreprise; la machine leur commande des cadences de travail plus proches de celles de l'usine; mais la concurrence sur le marché du travail la nécessité de faire tourner à tout prix toutes les tâches sur l'ordinateur fait que la direction, très vulnérable sur ce point paie cher les services des employés d'automatisation. Cet ensemble de faits (conditions de travail et salaires) sépare ces employés du reste de l'entreprise: entre 2 et 300 travailleurs sur ordinateurs formant une "aristocratie d'employés". Les horaires sont différents, les rythmes de travail aussi, les salaires sont facilement le double de ceux des employés. Par exemple, par suite de concentration des tâches, deux ordinateurs travaillent les 2 x 8: la direction propose pour le faire accepter une prime mensuelle de 200 frs; les intéressés revendiquent 300 frs sans contester les 2 x 8: ils l'obtiennent facilement. Déjà en juin dernier, la plupart des programmeurs avaient obtenu une prime mensuelle de 300 frs, sans revendications, simplement parce que la direction craignait un exode massif vers d'autres boîtes.

Une tentative d'unification brutale des salaires s'est heurtée à une coalition des employés de la branche Vie, et la direction a dû assouplir considérablement

-3-

ses projets. La branche Vie est la mieux payée : salaires supérieurs depuis les luttes de 1955 - voir IGO N° 44- primes annuelles importantes (en sus du mois double et d'une prime de vacances), équivalentes à quatre mois de salaire environ pour un employé, beaucoup plus avantageuses pour les cadres (hiérarchisation de I à I2 alors que celle des salaires est de I à 7). Le projet de la direction voulait balayer les statuts antérieurs de ces primes (qui avaient certaines années, donné entre 20 et 30% d'augmentation annuelle) et les aligner sur le taux d'augmentation des salaires; de plus elle voulait réduire considérablement les majorations de salaires résultant des promotions notamment pour les cadres.

Ceux-ci étaient les principales victimes de l'opération: ils ont pris la tête d'un mouvement de résistance, utilisent à la fois les arguments juridiques (défense des avantages acquis) le potentiel de lutte des employés (signature d'une pétition, assemblées de cadres et d'employés, information assez large) et les luttes politiques (le président est un ancien ministre UNR qui a constitué son équipe). Finalement sans qu'il y ait lutte ouverte, la direction a reculé; mais sur un point: la garantie à la branche Vie des conditions antérieures d'avancement et d'une augmentation annuelle des primes de 7.50%, seulement pour les présents au 31 décembre 1965. Pour les autres branches, pour les nouveaux employés, la direction peut faire ce qu'elle veut... dans les limites bien sûr du rapport de force et de ce que lui impose sa gestion.

Ce qui est apparu au cours de cet affrontement c'est:

- le fait que le groupe des cadres réussit, pour la défense de ses propres intérêts, à entraîner les employés qui n'étaient guère concernés sur des positions de défense "d'avantages acquis".
- le conflit marqué et toujours latent entre ce groupe de cadres (une partie sont dirigeants ou ex-dirigeants de toutes les sections syndicales et y sont restés très influents), et la direction; sur ce point, la nouvelle direction tendait à une gestion centralisée et autoritaire; les cadres ont imposé leur participation aux décisions, rétablissant les termes d'un rapport préexistant remis en cause par les dirigeants. C'est un aspect du conflit entre technocrates et financiers.
- les syndicats ont été entièrement dominés par ce même conflit: les centrales syndicales ont été délibérément écartées des discussions; les sections de chaque branche n'avaient aucun contact et se repliaient sur un "nationalisme de branche", conflit attisé par le fait que la représentativité syndicale au niveau du groupe va éliminer les 2/3 des délégués et bureaucrates syndicaux d'entreprise. De tels conflits permettent de comprendre que la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise est une occasion pour les dirigeants nationaux de récupérer du pouvoir au niveau de l'entreprise.

Les choses en sont là, mais il est bien évident que ces différents aspects du conflit de pouvoir dans l'entreprise sont se développer avec la concentration et la rationalisation, les cadres (syndicaux et d'entreprise) ne contestant pas ces mesures, mais oeuvrant pour qu'elles leur permettent de garder et d'accroître leur pouvoir de dirigeants.

D'un camarade de Lyon (d'une entreprise d'assurance de Lyon, les Assurances Françaises, en abrégé A.F.)

Pour commencer, à l'embauche une cérémonie: la maison emploie un psycho-technicien et celui-ci fait passer un test aux postulants, moins pour éliminer des gens que pour se rendre compte de leurs compétences: le test comprend une dictée des petits problèmes, des calculs à faire dans un laps de temps très court, et puis des dominos à classer, reclasser, etc.. Test qui à mon avis renseigne plutôt sur le niveau du psycho-technicien. Le nouveau directeur du personnel se glorifie des résultats acquis en testant certains anciens: ils ont découvert que telle rédactrice serait mieux à sa place à la comptabilité, ou inversement, etc..

J'étais employé comme rédacteur à la production auto. Un bureau d'une quinzaine de personnes. Le chef de secteur souvent absent (réunions, coordination, promenades), le chef de service toujours absorbé dans son travail, pas emmerdant, du moins tel que je l'ai vu, mais il paraît qu'il avait parfois de violentes sautes d'humeur. En tout cas, nous parlions très librement devant lui sans qu'il s'en occupe. (par contre dès que l'autre entrait dans le bureau, grand silence sur les questions hors travail). Ambiance du bureau très sympathique: mécontentement unanime contre les patrons, plaisanteries et pintes de rigolade fréquentes, esprit d'entraide pour le boulot- discussions politiques pendant le travail, méfiance généralisée vis-à-vis des partis et des syndicats. Mais des illusions - sur Mitterrand, par exemple- (un copain votait pour lui pour qu'il redonne les 4% annuels d'augmentation qu'il dit avoir été supprimés par De Gaulle).

Par contre, les autres services, à ce que j'en savais, n'avaient pas du tout le même esprit: bossage, heures supplémentaires en masse, refus aux Sinistres de donner des renseignements aux nouveaux, pour ne pas se faire passer devant, résignation des dactylos.

Quelques mots sur la direction: l'un, paternaliste, n'oubliant jamais de serrer une main, tutoyant (et se faisant tutoyer par) quelques "anciens", le gestionnaire des assurances auto kilomètre, général en retraite et conseiller municipal, un autre, ancien militaire lui aussi, etc...

Un syndicat est représenté: la CFDT.

Son chef dans la boîte est un cadre.

Le syndicat est peu considéré. Dans mon bureau un délégué et un ancien délégué qui s'en prenaient comme les autres aux syndicats (celui qui est un ancien délégué ne continuait à prendre sa carte que pour faire plaisir au chef syndical CFDT et pour être défendu au cas où il serait vidé- c'est un ancien dans la boîte et aux A.F. les employés les plus anciens sont souvent l'objet de brimades parce que les patrons savent les tenir - avec les autres ils osent moins). Le syndicalisme est assez réduit dans toutes les maisons d'assurances de Lyon: un délégué m'a raconté qu'à certaines réunions des délégués de toutes les boîtes de Lyon, ils s'étaient retrouvés à quatre, cinq six.

La politique des A.F.: engager des jeunes à des salaires dérisoires, jeunes qui restent parfois n'a-t-on dit trois jours, une semaine ou quelques mois. La passoire. Pour se faire augmenter, ces jeunes font de la productivité, ils ne sont pas augmentés, alors ils s'en vont. La baisse de qualité inhérente à cette tactique est compensée par une automatisation assez poussée et par cette productivité.

Un autre trait de la politique des A.F. est que sauf exception les chefs travaillent vraiment le minimum, je ne dis pas cela pour charger (à la "Lutèce" par exemple, les chefs travaillent avec ardeur, et ça n'enlève rien à leur saloperie) mais une réflexion de la direction entendue par un employé s'est ébruitée et donne bien le ton de la maison: "je ne veux pas des chefs qui sachent travailler, mais qui sachent commander".

Voici quelques salaires:

- salaire d'entrée d'un rédacteur auto: 50 à 70.000 selon les diplômes (un jeune de moins de 18 ans entré le même jour que moi et faisant le même boulot gagnait 45.000 et moi 70.000 A.F.)
- une rédactrice auto, 2 ans de boîte et plus de 18 ans: 46.000 (après 18 ans, elle aurait dû être augmentée, mais..)
- les dactylos: 42.000
- des rédacteurs ayant de 2 à 4 ans de boîte gagnaient de 55 à 65.000
- un rédacteur 7 ans de boîte: 81.000

Fin décembre, la boîte déménageait à Charbonnières (remplacée avenue Foch par les bureaux de l'IBM).

Là, nouvelle organisation; la direction veut avoir des employés polyvalents, connaissant aussi bien la production que les sinistres ou la compta. la vie que l'auto (ce qui semble assez contradictoire avec sa politique).

Pourquoi cette nouvelle orientation?

En partie semble-t-il pour démembrer le bureau production auto avec lequel la direction avait souvent des démêlés.

Mais il doit y avoir d'autres raisons, puisque "La Lutèce" par exemple a la même ambition à partir de 66 (rédacteurs "polyvalents" mais avec une acception plus réduite qu'aux A.F.).

Peut-être les patrons veulent-ils donner l'illusion à leurs employés qu'ils gèrent eux-mêmes leur travail. De toute manière, la plupart des employés sont d'avance certains que çà ne marchera pas. Je le pense aussi. D'une part, dans chaque secteur, le rédacteur a un travail assez considérable et je ne vois pas où il prendrait le temps d'apprendre les autres branches - d'autre part, comme il est peu probable que les salaires soient substantiellement augmentés, je vois mal les employés faisant des efforts supplémentaires gratuitement.

La raison principale de cette organisation peut être cherchée dans une volonté de discipline accrue. Tous les services sont désunis, l'entente d'un service contre les patrons sera bien plus difficile. Les salles de travail sont allongées (files de 2 bureaux comme l'école) ce qui rend les discussions collectives plus difficiles le bruit des machines à écrire, les hauts-parleurs appelant d'une manière militaire à la cantine, et par vagues, tout cela ne fait qu'accentuer le côté usine de la boîte. Petit symbole: il est question de remplacer les blouses blanches par des blouses bleues pour les hommes, roses pour les femmes ! (l'essayage des nouvelles blouses a déjà eu lieu avenue Foch).

Pour Noël, la direction a fait des cadeaux: une bouteille de whisky pour les hommes, une pochette de mouchoirs pour les femmes.

En ce qui me concerne j'ai été renvoyé des A.F. dès le premier jour d'implantation à Charbonnières pour avoir protesté contre un abus d'autorité de mon nouveau chef de service, une femme, dont il est de notoriété publique à la boîte qu'elle a gravi les échelons de sous-fifre en couchant avec un directeur et je ne sais plus qui (ce n'est pas un potin de concierge, je pense que ces petits traits de moeurs du capital sont toujours intéressants à connaître). Elle va chercher un autre chef avec qui je m'engueulle puis un membre de la direction, nouvelle altercation, renvoi. Je suis au moins parti en faisant du bruit.

Après avoir été renvoyé des A.F., j'ai trouvé du travail à la Lutèce (à 60.000) compagnie suisse (sorte de filiale de l'Union Suisse et de la Concorde) Mais je n'y suis resté qu'une dizaine de jours, ayant été renvoyé aujourd'hui pour retards réguliers et absences.

Très peu de contacts avec les autres employés

Bossage frénétique, dactylos dans les bureaux, beaucoup de bruit, trois cadres dans mon bureau plus le fondé de pouvoir derrière une vitrine, pas de conversations collectives et les gars autour de moi étaient d'une part, un employé modèle et assidu, et d'autre part, des stagiaires, fils de directeurs d'agences à la mentalité pourrie.

D'un camarade de Paris: (usine Rhône-Poulenc à Vitry)

- II et 12 janvier 1966: réunion de la Commission Nationale Paritaire de la Chimie- personne n'était au courant mais des bruits circulaient; le 12 la CFTD placarde à la hâte sur ses panneaux:

" U.I.C. (Union des Industries Chimiques):

Salaires réels + 4.25%

Valeur point minimum 2,12 au coefficient 100

Et la séance continue ! "

Et tout le monde de se réjouir !

- 13 janvier: des bruits font entendre qu'il n'y a pas eu d'accord.

Vers 8h30 une note de la direction informe qu'il n'y a pas eu d'accord au cours de la réunion de l'U.I.C. et que cette dernière est reportée au 17 février. Adieu veau, vache cochon... Et tout le monde d'incriminer patron et syndicats !

Le midi à l'entrée de la cantine, le secrétaire de la CFDT, tout seul se déguise en homme-sandwich. Rectification de tir !

" CFDT: nous tenons à mettre les choses au point, précisant que c'est la faute des patrons si la discussion a été rompue et que les pourparlers avaient été reportés au 17 février ".

Et tout le monde de se demander ce qui s'est vraiment passé. Au cours de l'après-midi, le Comité d'Établissement est convoqué et est informé que la direction voulait nous faire travailler samedi 15. Aussitôt après la réunion du C.E. les notes de service confirment la nouvelle (la rapidité indique la chronologie des décisions..) à peu près en ces termes:

" le gel implique des mesures de sécurité et par conséquent la Direction, après consultation du Comité d'Établissement, a décidé de faire travailler le personnel le samedi 15 en heures supplémentaires. "

Et tout le monde est consterné, ainsi prévenu moins de 48h à l'avance. Mais beaucoup se résignent, tandis que quelques " irréductibles" disent leur mécontentement.

À 17h, à la sortie, on apprend aux vestiaires que les délégués se sont réunis et ont décidé de consulter le personnel le lendemain matin..

- 14 Janvier: Dans mon service, la grande majorité désire la grève; ailleurs, d'après les bruits, c'est très hésitant, pas chaud.. Des gars s'étonnent qu'il n'y ait pas de papiers syndicaux à la porte. Vers 10h, réunion des délégués syndicaux. La CFDT veut lancer un "ordre de grève" pour le lendemain. La CGT prétend avoir sondé les gars et déclare en avoir retenu que la majorité est contre la grève, et par conséquent veut rester silencieuse.

Dans l'heure du déjeuner, tracts : un tract commun CFDT, FO et CGT sur la réunion UIC et un appel CFDT dans lequel il n'y a pas le mot grève, se contentant de dire:

" En conséquence, la CFDT engage le personnel a manifesté son mécontentement en ne venant pas travailler le samedi 15 janvier ."

Autrement dit, tous les moyens sont bons pour ne pas venir travailler le samedi.

Dans l'après-midi ceux qui voulaient leur samedi, s'ils avançaient de bons prétextes, avaient leur bon de sortie officiel pour ne pas venir... et cela facilement...

Dans mon service (20 personnes) 10 décident de faire la grève. Parmi les 10 autres, il y a trois jeunes de moins de 18 ans, sous contrat, et pour le moment condamnés à s'écraser. On ne sait pas du tout ce que vont faire les autres dans le restant de l'usine. On ne se fait pas d'illusion. C'est la pagaïe.

La CFDT fait semblant d'appeler à la grève.

La CGT préfère rester dans son coin car elle compte lancer des petits mouvements pour de "vraies revendications" dans les 15 jours qui vont venir et ainsi ne "veut pas essouffler les gars". (sic)

oooooooo

REALITES SYNDICALES

vues par le journal patronal "Les Echos "

"...La position contestataire des syndicats traditionnels met ,en fait de moins en moins en cause le système capitaliste. Le souci d'amélioration des conditions de vie remplace souvent ,sinon la phraséologie ,du moins les objectifs révolutionnaires, voire d'autres revendications ,telle la recherche de responsabilités au sein de l'entreprise."

L. GREVE DES MINEURS /

Du 1^o mars au 4 avril 1963 (8 avril dans certains puits) c'est la grève générale de 180.000 travailleurs des mines (fond et surface); du 1^o mars au 15 mars, cette grève totale est également suivie par 20.000 mineurs de fer de Lorraine; d'autres travailleurs du secteur de l'énergie ou des mines s'y joignent aussi (gaz de Lacq notamment).

Le déclenchement de la grève peut être considéré comme le résultat de la combativité des mineurs qui prirent au sérieux la démagogie de la CFDT et de FO; ces deux syndicats jouaient en effet depuis plusieurs mois la grève générale, espérant bien qu'elle ne se déclencherait pas; la CGT en restait aux grèves de 24 ou 48 heures. Ce furent finalement les mineurs qui l'imposèrent, passant outre à la réquisition.

Au début la grève se heurtait donc à la fois aux centrales syndicales et au pouvoir d'état. Mais aussi, dès le début, les syndicats prenaient toute la direction de la grève: les comités de grève étaient nommés par les syndicats, ceux-ci désignaient les piquets de grève, et entamaient des discussions avec le gouvernement. A aucun moment il n'y eut de tentative des mineurs de prendre en mains leur lutte, encore moins de l'étendre; ainsi après avoir pratiquement contraint les syndicats à entériner la grève générale, les mineurs reposaient entièrement sur eux pour la conduite de la grève et les discussions de salaires qui en étaient l'enjeu.

Forts de cette combativité, les syndicats pouvaient ainsi mettre en place avec le gouvernement une nouvelle procédure de fixation des salaires dans le secteur nationalisé, procédure qui est toujours en vigueur actuellement. Il s'agit de commissions de "techniciens économiques" auxquelles participent des représentants du pouvoir et des syndicats: les débats de ces commissions sont secrets. On n'en connaît que des rapports soigneusement élaborés, des conclusions, des conseils. Ces techniciens que l'on a appelé pompeusement des "sages", on nous les présente comme des "arbitres impartiaux". Comme ce sont de bons serviteurs de la société capitaliste "planifiée" ils excellent à envelopper tout dans des nécessités, des conséquences, dans un langage technique accessible aux seuls initiés.

Le résultat de ces débats de commissions fut présenté aux mineurs à différentes reprises. Comme ils continuaient à rejeter ces propositions et ne paraissaient pas décidés à stopper la grève; les syndicats les acceptèrent finalement, sans consulter les mineurs, et donnèrent l'ordre de reprise du travail.

C'était le 4 avril 1963.

C'est à ce moment qu'éclata la divergence profonde entre les travailleurs et les syndicats, divergence qui était apparue lors du déclenchement de la grève, mais qui avait été masquée ensuite par le fait que les syndicats avaient pris apparemment la direction de la grève. Mais les mineurs se battaient pour eux et les syndicats pour eux, c'est-à-dire pour tout autre chose. "Vous ne pouvez pas comprendre" diront les chefs syndicaux aux mineurs mécontents de l'ordre de reprise. Et pour cause: les syndicats avaient acquis une place auprès du pouvoir, poussés par la grève (et avec la reprise du travail sur leur ordre, ils donnaient la preuve qu'ils méritaient de garder cette place); les mineurs avaient perdu tout l'élan de leur lutte (et la solidarité possible de tous les travailleurs) et l'occasion d'obtenir une amélioration sensible de leur condition.

Cette divergence profonde prit alors la forme aiguë d'un conflit ouvert entre syndicats et travailleurs: l'objet des revendications des mineurs n'était plus l'état-patron, mais les syndicats matérialisés par le plus fort d'entre eux, la CGT. Ce n'est pas un hasard si ce conflit apparut à l'endroit de la plus forte concentration minière, dans le bastion même de la grève et du syndicat CGT, à Lens. Pour la première fois en France, les travailleurs manifestaient, non devant les bureaux patronaux ou la préfecture ou un ministère, mais devant le siège du syndicat CGT pour crier leur hostilité aux décisions des syndicats. Pour la France, c'était la première manifestation ouverte d'une grève sauvage.

participèrent; elle fut marquée par d'autres manifestations devant le siège du syndicat CGT. Les syndicats étaient pris pour ce qu'ils avaient été et ce qu'ils sont réellement: un pouvoir -légalisé par l'Etat- qui s'impose aux travailleurs.

La signification réelle de cette manifestation (et finalement de toute la grève des mineurs elle-même) échappe totalement à ceux qui s'intéressent à la classe ouvrière. Pour le patronat, le gouvernement et les dirigeants, l'écho de la presse bourgeoise montrait qu'ils pensaient (ou faisaient semblant de penser) que cette rébellion des mineurs contre leurs syndicats était le résultat de l'action de "meneurs extrémistes". Les journaux des groupes trotskystes "révolutionnaires" (Informations Ouvrières du Groupe Lambert, Voix Ouvrière, etc..) leur renvoyait d'ailleurs cet écho: pour eux aussi, il aurait suffi que les mineurs soient "organisés" (par les trotskystes, s'entend) pour que les syndicats soient contraints à prendre une attitude "révolutionnaire"; mais soit diffusion de tracts (Voix Ouvrière) soit envoi de militants (pour catéchiser les mineurs) n'eurent de résultats; et pour cause: une action ouvrière réelle ne peut émaner que des travailleurs eux-mêmes et non de militants d'organisation, bien que ceux-ci s'attribuent souvent (tout comme les patrons le leur attribuent) la paternité de telles actions.

Du côté syndicats, cette rébellion ne pouvait être que le fait de "provocateurs fascistes" et de "commendos de l'UNR". Pour eux aussi, les travailleurs sont des troupeaux de moutons; quand ils vont d'un côté autre que celui indiqué par ceux qui se sont mis d'eux-mêmes comme bergers, ce ne peut être qu'à cause de mauvais bergers concurrents et rien que cela. De la part de syndicalistes invétérés, cela est normal. Rien d'étonnant alors que l'on ait trouvé dans Le Monde Libertaire (Fédération Anarchiste) et dans la Révolution Proletarienne (syndicaliste révolutionnaire) les mêmes propos injurieux sur les mineurs de Lens et la même incompréhension de ce qui s'était passé.

Pourtant, ces événements étaient un symptôme du degré d'évolution des syndicats et de l'évolution parallèle de l'attitude des travailleurs envers les syndicats. Les syndicats étaient aux yeux des mineurs plus des rouages de la société d'exploitation que des organes de défense de leurs droits. Ce n'était pas une "prise de conscience" au sens qu'ils savaient clairement ce qu'ils faisaient: ils agissaient simplement ainsi parce que cela leur paraissait nécessaire pour défendre leurs droits. Et ce faisant, ils marquaient, sans le vouloir une étape dans les luttes ouvrières.

La plupart sont retournés dans les syndicats, paient des cotisations votent aux élections de délégués. Ils n'ont pas formé d'organisations à côté et n'ont certainement pas "tiré la leçon" de ce qu'ils ont fait. D'autres travailleurs, dans d'autres industries agiront de même, non pas à cause de la leçon des mineurs (ils ignorent pour la plupart les manifestations de Lens) mais parce que, au cours de luttes, ils trouveront en face d'eux les syndicats jouant le même rôle qu'au cours de la grève des mineurs.

Alors, ils se battront contre eux. Il y aura dorénavant en France des grèves sauvages, mais personne ne peut dire où, quand, sous quelle forme. Ce que nous pouvons faire alors c'est être prêt à expliquer aux travailleurs le sens réel de leur lutte.

(Les camarades qui désireraient avoir plus de détails sur la grève des mineurs de 63, peuvent se reporter aux Nos 16-17-18-19 d'I.C.O.)

oooooooo

VERS UNE UNIFICATION SYNDICALE ?

L'accord CGT-CFDT pourrait être le pas vers une réunification des centrales syndicales en une centrale unique comme cela existe aux USA, en Grande Bretagne, d'autant plus que les Maisons politiques ne constituent plus actuellement des obstacles. Les quatre organisations de journalistes autonomes, FO, CFDT, CGT ont décidé de créer une délégation intersyndicale permanente chargée de préparer dans un délai d'une année "l'unification en une seule organisation syndicale ..."

U S C I

Le ROLE DES SYNDICATS:

Sous le titre " L'énorme puissance des syndicats américains" un article de Fortune Française (journal financier- N° 370 et 371- II et 18 novembre 1965) donne un aperçu concret du rôle des syndicats dans la société capitaliste la plus avancée: les U.S.A. Ce texte est à rapprocher des articles déjà parus dans I.C.O. (N° 26- février 1964 et N° 37, mars 1965).

Les syndicats aux USA groupent 17 millions et demi de membres, soit 10% de la population. Pratiquement, il s'agit d'un seul syndicat depuis la fusion de l'AFL et du CIO; c'est un véritable "lobby" (ou groupe de pression) et Kennedy a pu déclarer: "si j'ai été élu en 1960, ce fut grâce à l'appoint décisif de l'AFL-CIO".

Ce monstre bureaucratique comprend 131 groupements nationaux et 60.000 groupements locaux. En principe ces groupements sont autonomes; mais la direction fédérale unique a tous pouvoirs pour:

- fixer les statuts des syndicats locaux (c'est-à-dire leur imposer des règles de fonctionnement).
- gérer les caisses d'assurances sociales, etc..(c'est-à-dire manipuler les fonds les plus importants)
- éliminer les gangsters et les escrocs et défendre les organisations contre les communistes et les fascistes (quand on connaît l'utilisation du vocabulaire par les bureaucrates, on comprend que tout "indésirable" est éliminé par la bureaucratie "administrativement" comme cela peut se passer en France).

Les syndicats règlent pratiquement tous les aspects de la vie d'un travailleur: les salaires par les accords au niveau des industries, les conditions de travail par les accords au niveau de l'entreprise, la conservation des corps en bon état de production par les assurances sociales, la mise à la ferraille des corps usagés par les caisses de retraite, la "régulation sociale" par un tas de procédures d'arbitrages et les caisses de grève: plus de 150.000 conventions réglementent ainsi par le haut ce qui est l'essentiel d'un régime d'exploitation: faire de sorte que les travailleurs acceptent de travailler et de continuer à travailler en acceptant le sort qu'on leur réserve.

Les syndicats œuvrent donc activement à ces tentatives sans fin des dirigeants qui visent à faire participer le travailleur sans réticence à son exploitation; c'est le chien qui tourne en rond pour attraper sa queue. Voici le dernier mot aux USA de ces efforts syndicalistes-patronaux pour "résoudre le problème" (le seul en vérité de la production capitaliste), tel que l'exprime l'article auquel nous nous référons:

"C'est la grève des 100 jours des ouvriers des aciéries américaines en 1959 qui a donné l'impulsion... On s'est demandé de part et d'autre si des hommes de bonne volonté ne pouvaient pas régler leurs différends économiques sans avoir recours périodiquement à des arrêts de travail onéreux. Pour examiner cette question, un comité à long terme fut constitué: trois experts indépendants furent chargés de négocier avec la Fédération des ouvriers de l'acier et la direction de l'entreprise. Le plan a été accepté à la majorité des 3/4 au cours d'un scrutin secret par le personnel des ateliers et des bureaux de la Kaiser Steel (il s'agit d'une grosse aciérie des USA). Il est en vigueur pour 4 ans depuis le 1° mars 1963. La réussite de cette expérience aura vraisemblablement des répercussions profondes sur les relations de travail dans l'ensemble

" de l'industrie à l'avenir, notamment dans le sens de la réduction du nombre et de l'importance des grèves..."

L'essentiel de ce plan porte sur les points suivants:

- intéressement des ouvriers à la production.
- pas de licenciement en cas de modernisation mais constitution d'une réserve de main d'oeuvre (remplacement des absents, peinture, entretien,...)
- garantie du salaire pendant 52 semaines en cas de mutation par suite de modernisation; de même si l'horaire descend au-dessous de 40h.
- but de l'opération: "encourager les ouvriers à travailler mieux et davantage pour augmenter la qualité et la quantité et réduire les coûts. C'est-à-dire placer l'entreprise capitaliste en meilleure position concurrentielle.

Les camarades qui travaillent ici en France, pourront faire des rapprochements avec ce qu'ils vivent ("participations" aux bénéfices, fonds de chômage ou de garantie d'emploi, mutations à l'intérieur de l'usine,...); et voir que ces problèmes ne sont pas propres au capitalisme français (et encore moins au gaullisme comme on essaie de nous le faire croire).

D'ailleurs, l'auteur de l'article insiste lourdement sur la leçon pour la France: "cette vue panoramique rapide des conquêtes sociales du mouvement ouvrier aux USA permettra à nos lecteurs d'apprécier les efforts de ceux de nos syndicalistes qui cherchent à rassembler en une centralité unique les organisations ouvrières françaises non marxistes. Et combien il est nécessaire d'encourager ces pionniers de l'avenir et de favoriser ce regroupement: non seulement dans l'intérêt des travailleurs et du patronat mais dans celui du pays tout entier" (souligné par l'auteur).

Voilà bien le grand rêve: tout le monde au service d'un impérialisme. Pour les USA les chiffres sont éloquentes; le syndicat américain unique AFL-CIO consacre 25% de ses énormes revenus au financement de la CISL; laquelle œuvre comme chacun sait au "renforcement de la démocratie et de la libre entreprise" (déclaration de Meany Président de l'AFL-CIO). Création de FO en 47, rôle joué en Afrique du Nord; rôle actuel en Espagne (chacun peut compléter la liste selon ses connaissances), chacun peut voir quel sens prennent les affiliations et les politiques syndicales par rapport aux impérialismes dominants.

oooooooo

documents

MODS, ROCKERS et la REVOLUTION:

(le début de cet article figure dans le N° précédent d'ICO N° 45- janvier 66- p.15).

La révolte de la jeunesse aux Etats-Unis qui fait suite à "l'apathie" dont nous avons tant entendu parler il y a quelques années, a déjà créé pas mal d'agitation. Des rassemblements spéciaux et sans précédents de la police pour l'ordre public, des maires, etc... ont été appelés à préparer des méthodes pour tenir les jeunes "yéyés" pendant le séjour des Beatles et des Rolling Stones (Et le magazine des jeunes Kean-Too a entamé une rubrique sur la "brutalité de la police") Les écoutes

récentes à Los Angeles et le côté Ouest de Chicago, qui ont pris de grandes dimensions ont surtout touché les jeunes Noirs. La révolution étudiante à Berkeley, California in Fall 1964, fut le commencement d'un énorme camp de résistance et de révolte contre la domination bureaucratique. Les bandes à motocyclettes comme les Hells' Angels et d'autres bandes comme les Vice Lords et les Cobras sont sujets aux constantes persécutions de la police. Les groupes de rock'n'roll américains refont leur apparition dans tout le pays, inspirés sans doute en partie par la renaissance de Liverpool.

Le 4 juillet les émeutes de jeunes provoquèrent de gros titres "d'insurrection" dans la presse et autres. Et les jeunes gens deviennent incroyablement intéressés et concernés par la pensée et l'action révolutionnaire consciente. Les déchainements et les bagarres des Mods et des Rockers ont attiré l'attention sur un autre aspect de la révolte du rock'n'roll: ce rock'n'roll représente aujourd'hui la seule musique de protestation significative, une autre raison pour laquelle il provoque chez les révolutionnaires une étude et une appréciation sympathique. Le Jazz est entré à l'Université et est devenu respectable et académique, évoluant en une forme d'expression musicale (le soit disant "Third Stream"), bien loin du caractère évident de révolte de Charlie Parker, Monk et Coltrane (il est inutile de signaler que du point de vue musical, le jazz est dix mille fois supérieur au rock'n'roll: là n'est pas la question). La musique classique contemporaine est strictement limitée aux académies. La musique populaire est avant tout d'intérêt historique. Ces tristes personnages de la gauche traditionnelle qui prétendent que le "renouveau populaire" (pendant lequel la musique "populaire" devint l'expression officielle de la fraternité entre les collèges d'universités) eut une sorte de contenu révolutionnaire, reflètent seulement leur sentimentalité et leur superficialité intellectuelle. Il y a beaucoup de choses qui sont belles et importantes dans la tradition de la musique folklorique et cela demande sûrement une étude plus sérieuse. Mais on ne peut plus dire qu'elle ait quelque chose à faire avec la classe ouvrière actuelle. A n'importe quelle dose, elle assomme les jeunes de la classe ouvrière.

La montée des Mods et des Rockers en Angleterre et de la révolte des jeunes gens aux Etats-Unis, indique à un degré considérable la montée dans toutes les régions d'une jeune rébellion. Il y a des bandes à motocyclettes, des révoltes d'étudiants et, bien sûr, des groupes de rock'n'roll à Tokyo, Mexico, Moscou, Bombay, Stockholm, etc.. Cela provoque inévitablement d'innombrables articles de journaux sur les "nouvelles crises des parents des jeunes" qui apparaissent à coup sûr et avec une monotonie remarquable dans les suppléments du dimanche. Ces articles, évidemment, ne contribuent en aucune façon à comprendre l'adolescent actuel, bien qu'ils jettent quand même un peu le jour sur les problèmes et les préoccupations des adultes. Souvent les adultes, plus brimés, en essayant d'analyser la jeunesse, font tout bonnement ressortir leurs propres problèmes. Effrayés eux-mêmes par exemple, de participer à un dancing non interdit, ils abordent la question avec leur présuppositions réprimées qu'il ya quelque chose de mal dans ce dancing, que cela doit être enraciné dans une profonde anxiété émotionnelle etc... Je ne veux pas dire que ces danses sont l'expression de la "liberté" au sens absolu (en particulier le manque de contacts physiques entre les danseurs pose des problèmes et demande des recherches plus poussées). Mais nous ne pouvons pas avancer d'un pas pour comprendre ces problèmes si nous commençons par dire que les jeunes ont tort.

Il n'y a aucun doute que le développement actuel du rock'n'roll et le milieu des jeunes ouvriers dans lequel il se développe est bien plus conscient de sa rébellion qu'il ne l'a jamais été auparavant. Mais être révolutionnaire, bien sûr, c'est être plus que rebelle, car le point de vue d'un révolutionnaire inclut une sorte d'alternative. Et la culture populaire d'un adolescent est fertile en implications révolutionnaires précisément parce qu'elle propose des alternatives (bien que brutes, peu développées et inconscientes) aux ignobles conditions qui prévalent aujourd'hui. Des chants comme "Dancing in the street" par Martha et les Vandellas, "Opportunity" par The Jewels et "Satisfaction" par les Rolling Stones, montrent que le sentiment de liberté et le refus de se soumettre à la routine, aux pressions bureaucratiques, ne sont pas réservés à de petites bandes isolées d'êtres conscients, de révolutionnaires

politiquement "sophistiqués". Ce sont surtout des attitudes instinctives (bien que très liées à l'expérience) de la plupart de nos camarades ouvriers dans l'industrie et aussi d'ailleurs. De nos jours, ces sentiments sont réprimés à grande échelle et sont sublimés dans la politique bourgeoise, divertissements passifs, non physiques, et factices/comme le base-ball, la télévision, etc.. C'est notre fonction en tant que chambardeurs du système capitaliste, animateurs de groupes de lutte, et révolutionnaires, d'accroître la conscience de ces sentiments, d'encourager la rébellion, l'initiative et la solidarité, de faire tout ce que nous pouvons pour libérer le caractère intrinsèquement révolutionnaire de la classe ouvrière. Le Rock'n'roll qui a déjà contribué à une attitude plus libre à l'égard des relations sexuelles, peut contribuer à cette libération.

Rien ne sert d'être trop romantique sur tout cela. Je ne pense pas, par exemple que les "repaires" d'adolescents et les sauteries avec disques seront les lieux de recrutement les plus fructueux pour le I.W.W.; du moins pas dans l'immédiat. Mais des révolutionnaires doivent considérer que de nombreux jeunes ouvriers -"les rock'n'rollers"-sont mécontents de la société existante, cherchent et développent des solutions et des tactiques d'eux-mêmes. Si la politique révolutionnaire traditionnelle n'a pas fait appel à eux, c'est sûrement parce que cette politique n'a pas été aussi "révolutionnaire" que ses protagonistes aiment à le prétendre. (une fois de plus, nous noterons la faillite complète de la politique socialiste traditionnelle chez les ouvriers). Au I.W.W. nous ne sommes pas liés à des traditions théoriques et stériles et à des dogmes inamovibles. Nous sommes en progrès aujourd'hui parce que nous sommes libres de chercher de nouvelles solutions, et de développer de nouvelles tactiques pour rencontrer de nouvelles situations. Si nous continuons à nous accroître, nous devons nous tourner de plus en plus vers les problèmes de la jeunesse. On peut noter que la plupart des métiers que font les jeunes (travail de chargement dans une gare, sur des chaînes de montage, vendeur dans un magasin, serveur, bonne, etc..) ne sont en général pas organisés et nous offrent une merveilleuse opportunité pour ajouter nos ressources à la "révolte de la jeunesse". Et plus tôt nous commencerons, meilleur...

En tout cas, nous ne pouvons pas affirmer que les rock'n'rollers sont une masse délaissée, ignorante et réactionnaire, que leurs problèmes ne sont pas les nôtres, qu'ils manquent quelque peu "d'a-propos". Nous devons reconnaître qu'eux aussi en dépit de l'hésitation de quelques puritains "socialistes" sont nos amis et nos camarades de travail.

d'après Franklin Rosemont.
(traduit d'une brochure du groupe de Chicago des I.W.W.)

oooooooo

lectures

"Mythologie de notre temps"- A. Sauvy - Ed. Payot.

Ce livre a été abondamment et chaleureusement commenté. Après l'article que le spécialiste des Sciences Humaines du Monde, Pierre Drouin, lui a consacré, nous avons voulu le lire.

Certes, A. Sauvy a voulu sans doute attendre d'être en retraite pour mettre les pieds dans le plat et dénoncer un certain nombre de mythes qui entourent d'un épais brouillard la compréhension de nombreux faits économiques. Mais c'est à cela et à cela seulement, que se borne son livre. Car lui-même est victime d'un mythe non moins grave, celui qui consiste à croire et à faire croire que l'économie serait en quelque

sorte indépendante des idéologies politiques et susceptible d'être traitée objectivement.

Lorsqu'il écrit dans sa conclusion:

"l'économie, temple de l'égoïsme, est soumise aux intérêts. Prétendre les effacer ou éteindre leur voix, c'est verser dans une généreuse et touchante illusion". (p.283.),

il accepte le mythe que le régime peut être réformé, mais non changé. Nous n'interprétons pas: " il n'est pas question d'empêcher les intérêts de s'exprimer bien au contraire, c'est la règle du jeu. Il faut seulement que ces intérêts soient bien défendus " (p.284).

Pour nous qui justement remettons en cause la règle du jeu, le système d'exploitation, le régime économique, il est évident que nous ne pouvons accepter qu' "entre tous les intérêts c'est aux pouvoirs publics qu'il importe de trancher" (p.284). car nous savons ce que signifie "pouvoirs publics".

Ces réserves faites, le livre de A. Sauvy est utile pour tout un chacun. Il est lisible, simple, à la portée de tous. ... Sauvy n'utilise à aucun moment le jargon cher à beaucoup d'économistes distingués.

Qu'il s'agisse de vieux mythes comme "la guerre courte" "l'Allemagne paiera", "les prix ne baissent pas", " l'abondance," "le bon vieux temps" ou plus récents comme celui de "l'automobile" ou des "fourmis de la Caisse d'Epargne", ses propos dégonflent le confort d'esprit, ou pour mieux dire, le conformisme.

Quant au "droit de savoir", à l'information de tous, A. Sauvy aurait-il tant d'illusions? Nous ne le pensons pas. Il sait fort bien que toute classe dominante informe ses exploités comme il lui plait et dans son intérêt. C'est cela la règle du jeu, qu'accepte l'auteur. Nous, pas.

Livre reçu: Tixier-Vignancourt.- Alexandre Croix - Ed. du Vieux St Ouen

Un essai de biographie de Tixier Vignancourt, on s'en fout. D'accord, mais quand l'auteur "fait des digressions le sujet principal de son livre," alors c'est autre chose. Ça devient de l'histoire tout court.

La vie du Jean Tixier, étudiant d'Action Française, devenu Maître Tixier Vignancourt, vichyssois notaire, puis avocat tumultueux et enfin candidat à la présidence de la République, cette vie couvre toute une période dont Alexandre Croix nous fait revivre quelques épisodes saillants. Et il le fait d'un ton goguenard, comme il convient pour de tels faits.

Si notre mémoire n'est pas en faute, Alexandre Croix fut le co-auteur (avec Victor Serge et Jean Bernier) d'un excellent numéro du Crapouillot sur l'Anarchisme.

oooooooo

ICIISONS

Réunion des camarades de Paris: 29 janvier 1966- 14 présents - 5 excusés (assurances, Energie atomique, enseignement, imprimerie (presse) Jeumont-Schneider, P.T.T. Renault, activités diverses (études de marché, métallurgie, édition).

I- Informations d'entreprises: voir rubrique sur les travailleurs en France.

II- Correspondance: lettres de camarades de Paris, Lyon, Francfort, Alger, reproduites dans la rubrique correspondance.

III- Prochaine réunion des camarades de Paris

26 février 1966 - heure et lieu habituels.

IV- Critique d'I.C.O. d'un camarade de Lyon:

" .. nous n'avons pas très apprécié le dialogue avec un futur patron dans I.C.O. (N° 43, novembre 65) sur ce ton modéré qui n'enlève rien à l'importance capitale d'un journal comme I.C.O...."

Italie

PORTO MARGHERA

est un vaste complexe industriel près de Venise. Ses usines sont très proches les unes des autres et du même type. En fait, on peut dire que c'est une seule et immense usine employant 40.000 ouvriers. La ville a été récemment la scène de troubles ouvriers violents et continus.

Porto Marghera se trouve dans une région rurale. Il y a une énorme séparation et même une hostilité entre les ouvriers des usines et les paysans d'alentour. Les industriels ont puisé leur main d'œuvre parmi les jeunes paysans en pensant qu'avec leur fonds réactionnaire et religieux, ils accepteraient les pires conditions et se tiendraient tranquilles. Cependant, leurs espoirs se révèlent être faux. Une fois entrés à l'usine, les paysans cessent d'être des paysans, et sont soumis aux mêmes conditions que n'importe quel autre ouvrier d'usine.

C'est une des raisons de la rapide expansion industrielle de Porto Marghera et du développement conséquent des luttes. Les patrons s'aperçoivent qu'ils ne peuvent plus tout faire à leur gré. Ils ne peuvent pas contrôler la production. Ils échouent parce que les ouvriers sont réunis dans des usines, et que chaque lutte est soigneusement organisée par les ouvriers eux-mêmes, circonstance assez inhabituelle en Italie.

Les luttes qui se sont déroulées dans ces usines sont contre la base même de l'organisation capitaliste du processus de travail. Les patrons sont continuellement attaqués à leur point le plus faible: au niveau des ateliers. Les grèves traditionnelles sont de moins en moins fréquentes. Les ouvriers les considèrent comme la dernière ligne de défense, alors que ce qu'ils veulent, c'est attaquer. De nombreux exemples en Italie le prouvent. Un des plus clairs fut la grève de 1963 à Sic-Edison, l'usine la plus importante de Porto Marghera. Cette grève n'était pas seulement dirigée contre le patron, mais aussi contre les syndicats.

Tout ce que les syndicats font c'est de négocier avec les patrons. Mais les ouvriers ont à organiser leur propre force et alors, ils se heurtent aux syndicats. Ils commencent à en avoir plein le dos, car ils ne veulent pas être "négociés" avec les patrons. Ils sentent qu'ils doivent combattre et battre les patrons dans l'usine. Les syndicats actuellement entravent cette lutte. Par leurs négociations, en fait, ils sauvent le patronat en "résolvant" les conflits entre deux intérêts opposés par des règlements de salaires.

Les industriels à Porto Marghera (et c'est la même chose partout dans le monde) tentent toujours de détruire l'organisation d'usine avec une vieille arme: la répression individuelle. Nous disons organisation d'usine, et non organisation syndicale, depuis que les syndicats n'ont pas d'organisation vivante réelle dans l'usine elle-même. Toujours les patrons s'en prennent à quelque cellule vitale de l'organisation informelle d'usine dans cette répression. Mais ils échouent parce que n'importe quel travailleur est potentiellement un "centre" de l'organisation d'usine.

Ces derniers mois, à Porto Marghera et dans le reste de l'Italie les ouvriers ont lutté contre la répression. C'est la preuve que cette répression procède de directives centrales. Un bon exemple fut celui de SIRMA (une usine du groupe FIAT). Ce qui est arrivé là contient tout ce qui vient d'être dit et montre d'une manière concrète comment cela se passe.

Les ouvriers de SIRMA sont des professionnels qualifiés payés à des taux relativement élevés. Toutes les luttes récentes ont été décidées et organisées par les ouvriers eux-mêmes, sous la forme qu'ils avaient choisie (par exemple: la forme préférée depuis 1955 a été celle de "grèves sauvages"). Les ouvriers étaient unis

dans chaque lutte, sans l'intervention aucune des syndicats (I). Ces syndicats se disputent entre eux, mais tous agissent de la même manière. Il y a deux ans, pratiquement, personne n'était dans le syndicat. Les ouvriers décidèrent d'adhérer "en masse" à la CGIL en vue de développer les liaisons avec les autres usines. Mais après cette adhésion, chaque fois que les négociations étaient menées par les leaders de la CGIL, les luttes finissaient par un compromis. Ce fut le début d'un conflit entre les ouvriers de SIRMA et "leur" syndicat. Pourtant les dirigeants de l'usine pavoisaient: les ouvriers étaient contrôlés et enrégimentés, et leurs revendications transférées du terrain de la gestion du travail à celui des problèmes mathématiques d'économie.

Mais les luttes continuèrent à l'intérieur de l'usine. L'organisation d'usine fut renforcée. Par la suite, en février 65, la direction dans le but de contrôler la production fut obligée d'installer un système de pointeuses. Les ouvriers ripostèrent immédiatement: ils arrêtèrent le travail, cernèrent les bureaux de direction, criant et riant. Ceci dura quelques jours et la direction annonça alors le licenciement de 156 ouvriers pour "manque de travail". Chacun savait que c'était un mensonge grossier car la firme avait dû importer des produits sous licence de Yougoslavie pour pouvoir remplir ses engagements. De plus, ils venaient juste de terminer une nouvelle usine pour répondre à une demande croissante.

Les ouvriers décidèrent alors d'occuper l'usine pour empêcher à la fois la police et la direction d'y entrer. Inutile de dire que les syndicats s'y opposaient. De l'essence fut déversée dans de petits canaux entourant les deux usines contigües (SIRMA I et II) (cette dernière étant la nouvelle usine). L'usine devint un piège mortel pour les visiteurs indésirables. Les ouvriers occupèrent l'usine pendant une semaine entière. Lors d'une assemblée qui dura plusieurs heures, les leaders syndicaux persuadèrent finalement les ouvriers de quitter les usines pour que les "négociations puissent démarrer".

Les négociations échouèrent. Les ouvriers immédiatement réoccupèrent l'usine, cependant que les syndicats essayaient de les calmer avec des lettres de soutien et des dons des petits bourgeois. Ils appelèrent même à trois ridicules grèves de sympathie qui durèrent deux heures. A chaque meeting s'exprimait une profonde hostilité pour le rôle des syndicats.

La seconde occupation de l'usine se termina par un heurt violent avec la police trois jours plus tard. Les négociations continuèrent. Il fut offert à 16 des 156 licenciés de reprendre leur travail. La grève continua un mois et prit fin seulement parce que les syndicats refusèrent de distribuer aux grévistes l'argent collecté par solidarité parmi les autres ouvriers de Porto Marghera. Ce fait seul montre comment les syndicats sabotèrent la lutte de la SIRMA.

Personne ne peut dire que les ouvriers ont été battus sans mal. Le quotidien local, contrôlé par les patrons, disait: " cela prendra des mois et des mois sinon des années, pour réparer les dommages causés à la SIRMA ".

(traduit de Solidarity -- Vol.3-- N° 9)
 (cet article a été écrit par un groupe de
 jeunes ouvriers italiens de Porto Marghera).

(I) Ces syndicats sont: la CGIL le plus important, dominé par le parti communiste la CISL, qui est contrôlée par les chrétiens démocrates, et l'UIL, contrôlée par les sociaux démocrates.

(on retrouve ici la division existant en France entre CGT, CFDT, FO, avec les mêmes soutiens politiques PC, MRP et SFIO).

CORRESPONDANCE

LA GUERRE DU VIET-NAM

D'un camarade du midi

dance

Il y a de quoi être alarmiste en ce qui concerne la suite du conflit du Viet-Nam. Les Américains s'installent définitivement au Viet-Nam du Sud. Ils aménagent des bases d'une telle importance que le but est évident. La guerre contre la Chine est pratiquement commencée. Les délais importent peu: Ian, 2 peut-être, mais ça y est. Le reste ne sera que "péripiéties", comme dirait le grand Charlot, lequel a engagé sa France au Cambodge qu'il arme. Les Américains lui volent dans les plumes dans son Afrique. Premières cartes avant les gros atouts.

Un camarade de Paris

a reçu une lettre d'un universitaire américain (université de Philadelphie). Les professeurs se sont aperçus que c'était dans leur université qu'étaient faites les recherches sur les produits chimiques capables de détruire la végétation et notamment les récoltes de riz. L'intéressé a tenté d'organiser un mouvement de protestation contre de telles recherches. Mais les professeurs de l'université n'ont même pas pu se mettre d'accord sur le texte d'une motion de protestation qu'ils auraient tous signé. Le seul résultat sera vraisemblablement le déplacement des recherches dans un autre centre. Le professeur qui avait pris la tête du mouvement sera exclu de l'université. Il souligne qu'une atmosphère de fascisme larvé commence à se développer aux USA, nouvelle version du mac-carthysme. En particulier, la répression serait beaucoup plus sévère contre les protestataires qui brûlent en public leurs livrets militaires

D'un camarade de Paris

Une fois de plus je ne pourrai pas assister à la Réunion d'ICO. Le samedi est le seul jour où la boîte a des relents de Paradis.

Côté boîte: nous faisons 25 à 26 heures au lieu de 30 h. Cette année les pions sont assez solidaires, plusieurs pionnes sont avec nous. Seul un petit groupe forme le dernier carré autour du S.G. Je me suis syndiqué au SNET (FEM) ce qui me permet de m'amuser follement. Tous ces "démocrates" ont été incapables de voter une motion en faveur de leur candidat Mitterand, ils craignaient les sanctions en cas d'échec. Je ne suis pas prêt d'oublier cette réunion.

Comme tu vois pas grand'chose. Il est évident que ICO m'intéresse toujours. Quant aux problèmes financiers je pense que nous pouvons demander une cotisation mensuelle aux participants de la R.P. et faire un abonnement de soutien (3 ou 4 fois le montant actuel) pour les copains de province. Je crois que nous pouvons tous donner entre 5 et 10 f. par mois.

D'un camarade de Lyon

Nous espérons faire plus tard la connaissance des camarades d'ICO et participer à vos activités. Nous allons nous rendre à Paris début octobre 1966. Nous y étions partis il y a plus d'un an, sans argent, sans piaule, sans travail et après un séjour séjour chez les beatniks de la huchette nous avons dû revenir à Lyon. Cette fois, nous voulons économiser un minimum. C'est pourquoi je ne pense plus travailler dans

les Assurances à Lyon, il me faut une place stable.

Je pense faire des remplacements comme instituteur jusqu'à mars, avril, et après je travaillerai au marché-gare où j'ai une place assurée d'avril à septembre comme bulletiniste-souchier, je le fais depuis des années aux périodes de pointe dans une boîte où pourvu que je fasse bien le travail demandé, le patron me fout la paix (je peux même arriver régulièrement en retard!) D. va travailler elle dans les grands magasins (elle a déjà bossé à Lanoma et au grand Bazar), mais là les employées sont très peu combattives et satisfaites de leurs salaires (50 à 60.000).

En ce qui concerne ma demande d'instituteurs, c'est une concession bourgeoise temporaire. D. et moi sommes peu tendres pour les étudiants (sérieux), en effet nous pensons qu'ils font des études pour avoir des diplômes (en principe) et ils veulent avoir des diplômes pour devenir des cadres. C'est pourquoi la notion d'étudiant révolutionnaire ou anarchiste nous semble contradictoire.

Le prof et l'instituteur collaborent aussi au système, et ceux qui prétendraient lutter contre ce système seraient vite renvoyés. Personnellement, j'avais commencé mes études. Depuis je les méprise mais pour ne pas faire mon service militaire je n'ai rien trouvé de mieux que de passer tous les 2 ans un certificat de licence. Pour me consoler, je passe des certificats tocards du point de vue universitaire (littérature chinoise, civilisation chinoise). A Paris, D. et moi comptons travailler de temps à autre dans des boîtes, de temps à autre seulement car nous nous "reposons" de temps en temps entre deux boulots (parfois de force, mais pas toujours), nous ne voulons pas donner notre vie entière au patronat. Quitte à se serrer la ceinture, et alors l'aliénation du travail fait place à l'aliénation du besoin. Un moyen pour nous de résoudre ce problème serait à Paris de mener une vie de groupe avec des copains ayant la même conception de la vie.

A la suite de la parution dans ICO d'une lettre du groupe Bakounine, nous avons écrit à ce groupe, mais nous n'avons pas reçu de réponse. Nous pensons que Bakounine n'était guère plus révolutionnaire que Marx, mais nous considérons néanmoins comme anarchistes, au sens strict du terme. Mais si nous sommes en désaccord assez total avec le "Monde Libertaire", dont ce n'est pas un hasard s'il revendique plutôt comme exemples d'anarchistes des Nietzsche, Camus ou Sartre que Ravachol, nous pensons pouvoir nous entendre sur certains points, avec ce groupe Bakounine.

J'espère que cette longue lettre ne t'aura pas paru trop fastidieuse.

La situation en Grèce

Grèves. Le 10 janvier les travailleurs de trolley-bus commencèrent leurs grèves tournantes de matin et soir de 5h à 9h chaque jour et jusqu'à la satisfaction de leurs demandes. Après le 1er jour de grève, la Société déclara lock-out qui dure jusqu'à aujourd'hui (24 janvier). Revendications: Applications du jugement du Tribunal d'arbitrage qui leur donnait une augmentation moyenne de 17% sur leurs salaires. La Société donna une augmentation de 10%, mais les grévistes refusent. L'Etat intervint comme intermédiaire, mais son intervention échoua. Les travailleurs des autobus se mirent aussi en grève de 4 heures par jour pour l'augmentation de leurs salaires et par solidarité envers les grévistes de trolley-bus. Le 17 janvier 200-250 grévistes du personnel des autobus firent des efforts pour manifester avec une banderolle, mais la police l'interdit; le résultat était 2 blessés et 2 arrêtés (mais ils furent libérés) parmi les grévistes. Après les pressions des grévistes la Société de trolley donne aujourd'hui 15% d'augmentation, mais il semble que la grève durera. Aussi les ouvriers des boulangeries menacent de se mettre en grève pour le 26 janvier, ils demandent une augmentation de 30% pour les salaires et 12% pour les primes. Les travailleurs des téléphones (14000 en total, dont 6500 à Athènes) ont prévu (mais le gouvernement a décrété une mobilisation partielle)

des grèves pour les 25, 28 et 29 janvier, demandant une augmentation de 25% sur leurs salaires. Il y a aussi une agitation avec des grèves parmi les professeurs de l'Education moyenne. Les employés des hôtels de villes et des communes commencent aujourd'hui une grève de longue durée.

C'est dommage qu'ICO contient des éléments inexacts sur la situation en Grèce (N° d'Octobre, p. 16-17 et N° de Novembre, p. 9-10) A certains nous répondons:

- 1) - On écrit "rien ne bouge", on ignore ainsi plusieurs grèves d'août, septembre, Octobre, qui avaient comme revendications soit l'augmentation des salaires, soit la réduction du temps de travail (par exemple les ouvriers du bâtiment luttent pour le soutien de Papandréou).
- 2) - On écrit "Papandréou voudrait la neutralisation de la Grèce"; il est vrai que Papandréou est moins "yesman" envers les Américains, que Karamanlis, mais cela ne signifie pas qu'il voulait la "neutralisation" au sens de Nasser ou des Indes ou d'Algérie;
- 3) - On écrit "la classe bourgeoise ... veut se détacher des USA et orienter vers les pays "socialistes". Non, pas toute la classe bourgeoise, mais une fraction des commerçants et quelques couches des paysans moyens pour l'exportation de leurs produits. En tous cas, la classe bourgeoise veut avoir des relations commerciales avec les pays "socialistes", comme l'Albanie veut avoir des relations commerciales avec l'Italie et l'Espagne avec Cuba.
- 4) - La Grèce, pays sous-développé ou mieux semi-développé ne se trouve pas dans la situation de la majorité des pays d'Afrique ou d'Asie, mais est plus industrialisée que celles-ci et au niveau plus industriel que la Turquie et le Portugal et l'Albanie en Europe.
- 5) En 48, ce n'est pas la Grande-Bretagne, mais les Etats-Unis qui ont brisé la "révolution" stalinienne ("dogme Truman" de 1947).
- 6) - "isolés de quelques groupes anti-URSS qui échappent difficilement aux tendances activistes...". Nous connaissons seulement les groupes trotskystes, non des groupes anti-URSS (et pourquoi, "anti-URSS" et non en même temps anti-Grecs ou anti-américains, le terme est malheureux et ne signifie rien). Nous ne connaissons pas les "activistes" tout du moins sur le plan pratique.
- 7) - "5000 000 ouvriers sont partis à l'étranger"? Non, 390 000 (autres statistiques parlent de 348 000, dont 211 000 en Allemagne, Europe et 137 000 outre-mer), mais non tous ouvriers (seulement 100 000), surtout paysans de régions de l'Epire et Macédoine et pour tous non pas une émigration permanente, mais temporaire.
- 8) - "1/3 de la classe ouvrière"? C'est-à-dire la classe ouvrière est 1.500 000? (sur population active 3 700 000); alors comment pourrions-nous parler pour un pays sous-développé.
- 9) - P.C. n'est pas légal; l'EDA n'est pas exactement la même chose.
- 10) - Non "après 54", mais après 1949-50, non "100 000 membres du parti"; mais presque 60 000 membres et sympathisants se réfugient dans les pays satellites.
- 11) - "un ouvrier peut gagner 100 dr. par jour"? Non, seulement les ouvriers de quelques branches; le camarade devrait interroger les ouvriers sur leurs salaires.
- 12) - "8 h par jour sur 5 jours de la semaine"? Non, sur 6 jours la semaine et les 8h. sont souvent sur le papier et dans les textes, parce que: a) il y a une viola-

lation des heures de travail de la part des patrons et les ouvriers ne parlent pas, parce qu'ils craignent les licenciements; b) les ouvriers font des heures supplémentaires. Il y a un chômage évident et dissimulé, latent, et plusieurs travaux saisonniers.

Sur le texte de novembre:

1) " il n'y a pas la loi de 40 heures", mais la loi de 48h y compris le bâtiment (mais assez de patrons donnèrent 7 heures par jour après les luttes des ouvriers) 12-16 heures (!) naturellement sous le régime d'heures supplémentaires (payé chèrement) qui sont exceptionnellement rares dans cette branche (bâtiment).

2) les salaires des ouvriers qualifiés du bâtiment sont 120-200 dr. Il y a une grande demande dans cette branche après 1953-54.

3) l'emploi: non "2 mois en été" mais 6-8 mois et plus encore par an.

4) " les grèves syndicales" fréquentes sont des grèves pour rien ? (contradiction avec le "rien ne bouge" du texte d'octobre). Ce n'est pas juste; les grèves du bâtiment et des postiers sont des grèves pour des revendications économiques, d'ailleurs le gouvernement est contraint de satisfaire partiellement les revendications des postiers.

oooooooooooo

ISRAÏEL

ISRAÏEL n'est pas classé parmi les sociétés totalitaires. Au contraire, certains peuvent parler (abusivement) de socialisme à cause des Kibboutz. En réalité, si par certains aspects de leur fonctionnement, les kibboutz peuvent évoquer l'autogestion, ils n'en sont pas moins solidement encadrés par la toute puissante centrale syndicale Histadrout, pièce maîtresse de l'économie israélienne. Il ne s'agit pas seulement ici d'une centrale syndicale unique jouant un rôle d'encadrement des travailleurs exactement comme les syndicats russes, espagnols, cubains, allemands ou anglais, mais la Histadrout est aussi une puissance économique d'état: contrôlant étroitement les coopératives de vente des produits des kibboutz, possédant des usines, etc...

Le texte qui suit est tiré du Monde 26 janvier. Il est écrit avec une mentalité de "dirigeant qui ne comprend pas". Nous avons souligné les passages les plus importants montrant bien que le "vote" des travailleurs pour un syndicat ou un parti ne signifie absolument pas l'obéissance aux dirigeants de ces organisations et que l'action réelle des travailleurs est à l'opposé de leurs options politiques apparentes.

" C'est un véritable déferlement de grèves totales ou perlées qui s'abat sur le gouvernement israélien et son alliée naturelle, la grande centrale syndicale l'Histadrout. Ces deux organismes paraissent en tout état de cause débordés par un mouvement tournant qui n'offre même pas la consolation d'être orchestré par un corps organisé auquel il serait possible de s'opposer.

"La semaine dernière, les distributeurs d'essence ont fermé la plupart des stations, menaçant sérieusement le pays d'une paralysie totale. Usant de la persuasion et de la menace de réquisition, le ministre du travail venait à peine de colmater la brèche du ravitaillement en carburant, lorsque les dockers de Haïfa, chargés de l'embarquement des agrumes, décidaient de réduire au minimum leur "rendement" normal. Ils réclament depuis longtemps un rajustement de leurs salaires et ils ont estimé qu'en pleine saison d'exportation des agrumes le moment était particulièrement propice. Les cargos qui avaient accosté au nouveau port d'Ichod pour charger oranges et pamplemousses avaient dû être dirigés sur

Haïfa à la suite de la même grève perlée des dockers achdodois.

"Ce mouvement frappant l'expédition des agrumes était, il faut bien le dire, particulièrement impopulaire. Alors qu'une lutte acharnée était menée pour préserver les débouchés gravement menacés par les mesures restrictives du Marché commun, il était assez extraordinaire de voir arrêtées par l'intérieur les livraisons du principal produit d'exportation.

" La situation a pris rapidement l'aspect d'une catastrophe. Les dépôts du port étaient engorgés par deux cent mille caisses et les cargos étaient contraints à une coûteuse attente. La récolte a dû être arrêtée dans tout le pays et l'emballage interrompu. Le gouvernement semblait impuissant, et l'Histadrout, à laquelle les dockers sont dûment affiliés, ne paraissait pas en meilleure situation. Il a fallu de nouveau l'intervention personnelle du ministre du travail, M. Ygal Alon, qui, moyennant de substantielles promesses, a obtenu un retour au rythme normal du chargement.

" Ces deux grèves sont les dernières en date, et les plus spectaculaires mais, malheureusement, elles ne constituent pas des cas isolés. La fonction publique, les services de santé, les ouvriers du textile, ceux de l'industrie militaire, les enseignants les éboueurs, les membres des coopératives de transport, etc... ont été touchés par le mouvement, vont l'être ou le seront une seconde fois.

" Rupture entre les masses et les dirigeants: ce qui est frappant dans cette crise, ce n'est pas tant son côté humain ou social, mais surtout son côté psychologique, car il est indéniable que le salarié israélien jouit d'un niveau de vie que peuvent lui envier des salariés de nombreux pays. Les récentes élections générales ont démontré que les dirigeants "ouvriers" bénéficiaient de la confiance des masses. Et pourtant, il y a incontestablement rupture aujourd'hui entre les masses et leurs dirigeants.

"... Cette crise est d'autant plus préoccupante qu'elle est bien avant tout une crise d'autorité. La forme anarchique que revêt le mouvement de revendications et l'incapacité manifeste des responsables syndicaux et gouvernementaux qui sont débordés, donnent au problème des dimensions nouvelles."

oooooooo

GRANDE BRETAGNE

Parmi les réformes de la loi sur les syndicats que propose la Confédération des Industries britanniques (sorte de CNPF) au gouvernement travailliste pour mettre fin aux grèves sauvages, on relève des mesures que les syndicats revendiquent eux mêmes souvent comme devant leur assurer une force plus grande.

Le patronat britannique souhaiterait que les syndicats fassent l'objet d'un agrément qui ne serait accordé que si les statuts contenaient certaines dispositions sur :

- la rémunération des dirigeants et des shop stewards
- le refus de paiement des prestations ou indemnités aux syndiqués ayant pris part à des grèves ou autres actions sur le plan de l'entreprise et qui auraient été désavouées par le syndicat ou contraire à ses statuts.
- la définition de certains "délits syndicaux" notamment dans le cas de grèves sauvages et les pénalités qui seraient appliquées pour ces délits.

Le journal financier "Financial Times" (17-II-65) donne ainsi une longue liste de mesures semblables destinées à procurer au syndicat la "force légale" pour être un appareil efficace de coercition sur les travailleurs. Dans les "démocraties occidentales", le syndicat tend donc à jouer un rôle identique à celui qu'il peut jouer dans les états totalitaires; dégagé du contexte ouvrier qui avait présidé à sa naissance, en conflit latent et souvent ouvert avec les travailleurs, il est ainsi un rouage des sociétés d'exploitation.

PUBLICATIONS

Cahiers de l'Humanisme Libertaire (n°118 -décembre 1965) (Ottlé 21 rue des Mathurins-Bièvres)
Confusionnisme marxiste- Histoire et avenir

Le Prolétaire (n° 28 -janvier 1966) (parti communiste internationaliste bordiguiste)
(BP 375 -Marseille Colbert) Misère du droit révolutionnaire -Le communisme
n'est pour rien dans la misère agricole en Russie -Le PCF et le mythe du
"socialisme Benbelliste " -Le parti de l'ordre ,de la stabilité et de la
grandeur nationale .

Voix Ouvrière (n° 51 - IIjanvier 66)(29 rue de Chateau Landon -Paris 10ème)
Remaniement ministériel ,Viet Nam ,Algérie ,Planning familial... toute l'ac-
tualité réécrite pour parler des positions du P C ,ce qui ne peut intéresser
que ceux qui cherchent à prendre des places dans les appareils . Une critique
du livre de Mothé "Militant chez Renault " ,critique assez confuse ,mais
avec un oubli de taille dans la biographie de Mothé ,oubli qui se remarque
aussi dans la très courte biographie de Mothé au dos du bouquin : le fait
que Mothé ait activement participé pendant des années avec des camarades de
Voix Ouvrière de chez Renault (ce qui fut d'ailleurs le noyau de départ de
VO) ,au regroupement de travailleurs Renault autour du bulletin d'entreprise
"Tribune Ouvrière " : de tous côtés ,il y a des choses que l'on a intérêt à
mettre sous la table et VO a bonne mine de partir en guerre contre les fal-
sifications du PC .

Pouvoir Ouvrier (n° 75 -janvier 1966 -22rue Leopold Bellan -Paris 2ème)
Pour une politique ouvrière - Notes sur 1965 -Une usine de province.

Le Courrier marxiste (n° 49 -janvier 1966 -4 Square A Bartholomé -Paris XV ème)
Elections présidentielles - Internationalisme prolétarien

Lutte de classe (pour le pouvoir des travailleurs -Renault -73 rue Elanche Paris 9ème)
La grande unite ou la grande illusion - Vietnam (janvier 1966)

autres publications reçues :Défense de l'homme (33rue Jean Jaurès -Cannes)

Ile de France (29 rue d'Ulm -Paris) -L'Ecole Emancipée (Le Guen ,74 rue d'Armo-
rique -Brest)

PUBLICATIONS DE LANGUE ANGLAISE

SOLIDARITY (n° 12 -197 Kings cross Road -London -WC 1)--A signaler quelques bons dessins de
Siné (mon opinion sur la non violence) . Dans le Batiment .Les luttes ouvrières et
les syndicats"devons nous essayer maintenant de former de nouveaux et meilleurs
syndicats.... L'expérience a montré qu'ils deviendraient vite semblables aux anciens
...La réponse est l'organisation de comités ouvriers dans chaque chantier ou entre-
prise pour mener la lutte de classe avec toutes les implications que celle ci
comporte .La lutte des apprentis . Un parti marxiste en action :il s'agit du parti
communiste japonais-8 pages d'un texte (extrait du Bulletin international de Zenshir
organe de la JRC League) relatant les positions prises par le PC japonais en avril
1964 contre la grève générale -avec documents à l'appui .Tout comme les partis com-
munistes d'Europe dont la politique dépendait de la politique extérieure russe ,le
PC japonais se soucie avant tout d'appuyer la politique extérieure de la Chine,
même s'il le faut contre les intérêts des travailleurs japonais .

Direct Action (janvier 1966 -34 Cumberland Road -London E 17)-Une "expérience " que nous
pouvons éviter- La Socialist Labour League (trotskystes) après avoir appelé
à voter pour le Labour Party proteste maintenant contre la législation menaçant
les syndicats.En fait,ce sont les grèves non officielles qui sont visées.Mais les
trotskystes ont encore des illusions sur la nature des syndicats ou feignent d'en
avoir.Les ouvriers n'ont pas besoin des syndicats pour se défendre et surtout pas
de leurs dirigeants ,pas plus que de la direction de la S.L.L. "La crise n'est pas
due au manque de direction ,mais à l'existence de directions " .

Industrial Worker novembre 1965 -2422 N.Halsted Str. Chicago- ILL 60614 -anniversaire de la
mort de Joe Hill poete et militant des I W W . Deux articles sur le problème noir
aux USA-Critique du livre de Cardan "Capitalisme moderne et Révolution" (Solidarity
Book -Londres 1965)

Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19°

Abonnement : **Un an** - 12 numéros : 5 F.

Versements : **I. C. O., c. c. p. 20.147.54 PARIS**

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Directeur de Publication
P. BLACHIER